

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 21 - 25 octobre 2002

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2002/9-B/1

2 septembre 2002
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT— GÉORGIE 10211.0

Secours et aide au redressement en faveur des groupes vulnérables

Nombre de bénéficiaires	209 500
Durée du projet	Trois ans (1er avril 2003–31 mars 2006)

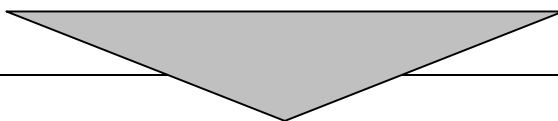
Coût (dollars E.-U.)

Coût total pour le PAM	23 389 372
Coût total des produits alimentaires	12 001 455

En mai 2002, un dollar des États-Unis équivalait à 2,22 laris géorgiens (Lr).

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional pour l'Europe orientale (ODR):	M. S. Malik	tél.: 066513-2209
----------------------------------------------------------------	-------------	-------------------

Conseillère régionale pour les programmes, ODR:	Mme B. Bonnevaux	tél.: 066513-2743
----------------------------------------------------	------------------	-------------------

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

Après le démantèlement de l'Union soviétique, la Géorgie a connu une situation de crise extrême, caractérisée par l'effondrement de son économie, des conflits armés internes et des troubles civils. Pour atténuer les souffrances des personnes les plus directement touchées, le PAM a commencé à apporter une aide, en 1993, sous la forme de plusieurs opérations d'urgence. Depuis 1999, l'essentiel de son aide est fourni dans le cadre d'interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR).

Au milieu des années 90, l'hyperinflation a érodé le revenu et l'épargne de la population. Après une période de développement régulier en 1995–1997, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a de nouveau ralenti. Suite à la crise du rouble et aux mauvais résultats économiques en 1999, le taux de croissance annuel a diminué de 3 pour cent. Les années suivantes, de graves sécheresses ont encore ralenti la croissance.

L'accès aux terres cultivables de bonne qualité étant limité, et les infrastructures agricoles endommagées —à ces aspects négatifs viennent encore s'ajouter des sécheresses périodiques— la production agricole reste faible. Le pays est tout juste capable de satisfaire la moitié de ses besoins céréaliers, alors que plus de 50 pour cent de sa main-d'œuvre travaille dans l'agriculture. Quinze autres pour cent de la population en âge de travailler sont employés par des organismes publics qui leur versent des salaires inférieurs au minimum de subsistance.

Les capacités économiques dont dispose l'État pour réduire la pauvreté sont limitées, car les ressources disponibles sont insuffisantes pour fournir un filet de sécurité aux plus vulnérables. Des facteurs tels que la baisse des revenus du travail dans le secteur privé et le fait que les salaires et les pensions des fonctionnaires n'ont pas été payés depuis longtemps contribuent à la détérioration de la situation des plus défavorisés.

En collaboration avec le gouvernement, la communauté internationale et un certain nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) présélectionnées, le PAM propose d'aider la population vulnérable avec une IPSR de trois ans, comportant deux grandes composantes. La première est une intervention de secours en faveur d'environ 49 500 personnes parmi les plus vulnérables, qui dépendent en grande partie de l'aide de l'État. La seconde —et celle dont l'ampleur est la plus importante— est une intervention de redressement dans les zones rurales grâce à des activités vivres-contre-travail (VCT) dont bénéficieront quelque 160 000 personnes dans les 5 régions administratives les plus pauvres sur les 12 que compte le pays. Les activités réalisées dans le cadre de ces deux composantes permettront d'améliorer la sécurité alimentaire, apporteront une plus grande autonomie aux communautés et contribueront au redressement et au processus de transition nationaux.

Projet de décision

Le Conseil d'administration approuve l'IPSR Géorgie 10211.0—Secours et aide au redressement en faveur des groupes vulnérables (WFP/EB.3/2002/9-B/1).



CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Contexte de la crise

1. La Géorgie est en crise économique depuis qu'elle est devenue indépendante de l'Union soviétique, en 1991. Comme tous les autres pays de la Communauté des États indépendants (CEI) —surtout ceux relativement pauvres en ressources naturelles— elle a subi un choc profond après sa séparation de l'économie soviétique, extrêmement centralisée. Selon les statistiques gouvernementales, le PIB a chuté de 78 pour cent entre 1990 et 2000. Les finances publiques sont donc insuffisantes pour entretenir les infrastructures de base ou fournir un filet de sécurité sociale aux personnes vulnérables. Du côté positif, le gouvernement est récemment parvenu à endiguer l'inflation et à limiter les dépenses publiques. De plus, un débat national s'est ouvert sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté.
2. À la catastrophe économique sont venus s'ajouter une série de différends territoriaux, un conflit armé et des orientations politiques erronées. Les conflits ethniques non résolus dans les régions sécessionnistes d'Ossétie du Sud —où l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe encourage et favorise la négociation pacifique et a envoyé sur le terrain une mission de surveillance permanente des frontières— et d'Abkhazie (où patrouille la mission d'observation des Nations Unies pour la Géorgie) ont eu pour conséquence le déplacement de plus de 250 000 personnes. Ces régions, de même que la zone frontalière avec la Tchétchénie, sont extrêmement peu sûres. Le risque d'une reprise des combats reste réel. L'isolement politique et économique par rapport à la Russie, principal partenaire commercial de la Géorgie, continue d'assombrir les perspectives économiques du pays.
3. Les progrès plutôt inégaux enregistrés en matière de gestion des affaires publiques et de démocratisation ont contribué à l'instabilité —dont ils sont aussi l'une des conséquences. Les Géorgiens eux-mêmes comme les donateurs ont fortement sous-estimé les effets de l'éclatement de l'Union soviétique sur l'économie du pays, de même que les difficultés de la transition vers l'économie de marché. Les chocs exogènes des dernières années, combinés aux troubles civils, à la crise politique et à la mauvaise gestion de l'économie, ont plongé la majorité de la population géorgienne dans la pauvreté. Il est très préoccupant qu'aucun plan gouvernemental cohérent visant à faire sortir la Géorgie de cette situation n'ait encore été établi et adopté par les parties prenantes aux niveaux national, régional et local.

Analyse de la situation

4. Classée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) comme un pays à faible revenu et à déficit vivrier, la Géorgie importe près de 50 pour cent de ses besoins céréaliers. Après avoir légèrement augmenté entre 1995 et 1997, le PIB géorgien par habitant est tombé, dès 2000, à 610 dollars E.-U. (Banque mondiale: Base de données d'indicateurs du développement mondial). Les revenus étant faibles et les prix du marché, pour les denrées alimentaires, élevés, une écrasante majorité de la population — urbaine et rurale— est confrontée à d'énormes difficultés pour assurer sa sécurité alimentaire. Les prix du marché, pour les aliments de base, sont alignés ou supérieurs aux prix du marché mondial, alors que les salaires (par exemple 24 dollars par mois pour un enseignant) sont au niveau de ceux versés dans les pays en développement les plus pauvres du monde.



5. La faiblesse des revenus contraint la population à emprunter et à vendre le peu d'actifs qui lui reste, ce qui ne fait qu'aggraver la situation. Les pauvres ne peuvent dépenser que très peu en articles non alimentaires car ils consacrent une importante proportion de leur revenu à l'achat de vivres (environ 55 pour cent en 1998–2000 et 64 pour cent en 2001). De plus, en 2001, le pourcentage de la population totale recevant un apport calorique insuffisant (au-dessous de 1 800 kilocalories) était de 30 pour cent. En revanche, la prévalence de la malnutrition infantile chronique ou aiguë était encore très faible, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), car dans les familles géorgiennes ce sont les enfants qui sont nourris les premiers.
6. En 2001, la fréquence de la pauvreté parmi la population urbaine est restée élevée par rapport à celle observée parmi la population rurale (54,4 et 47,6 pour cent, respectivement). La tendance générale, en matière de pauvreté, semble cependant traduire une légère amélioration de la situation économique de la population urbaine, alors que chez les habitants des zones rurales l'on constate une tendance prononcée à la baisse. La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont régulièrement plus élevées dans 5 des 12 régions de la Géorgie: celles de Racha-Lechkumi et du bas-Svaneti, de Imereti, de Guria, de Samtskhe-Javakheti et de Kakheti. Ces régions sont celles ciblées par l'IPSR proposée.
7. La première phase de la privatisation des terres, lancée en 1994, a eu pour effet la division de 55 pour cent des terres arables de la Géorgie en petites parcelles et leur distribution à environ 1 million d'exploitants agricoles, pour la plupart d'anciens employés des fermes d'État. En Géorgie, les fermes privatisées, dont la superficie des terres varie de 0,3 à 1,25 hectare, sont de si petite taille que peu d'exploitants sont en mesure d'en tirer un réel profit économique. La médiocrité des infrastructures et le manque de capitaux et de gains en espèces, qui empêchent les exploitants agricoles d'acheter des engrais, des pesticides et des semences améliorées, ont pour conséquence des rendements extrêmement faibles. La plupart des paysans sont incapables de produire suffisamment pour satisfaire ne serait-ce que les besoins nutritionnels de base de leur famille. Les possibilités d'emploi hors-secteur agricole sont très limitées, tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Le régime de visas imposé aux citoyens géorgiens par la Russie en décembre 2000 a réduit une autre source importante d'emplois et de revenus.
8. La crise économique et politique prolongée en Géorgie a réduit les possibilités d'emploi aussi bien pour les femmes que pour les hommes. Les femmes se sont toutefois adaptées plus rapidement que les hommes à la transition, trouvant des emplois dans le secteur non structuré et dans de nombreux cas reprenant le rôle de principal apporteur de revenus. Mais dans le même temps, leur participation limitée aux niveaux les plus élevés des structures de gestion —niveaux auxquels la rémunération est la plus importante— explique que leur salaire moyen ne soit égal qu'à 60 pour cent du minimum de subsistance contre 96 pour cent pour les hommes. L'absence presque totale de femmes dans les instances dirigeantes locales, et leur participation limitée au gouvernement au niveau national (7 pour cent des sièges parlementaires) ne laissent rien présager de bon quant à l'égalité entre les sexes dans la société géorgienne de demain.
9. Bien qu'en Géorgie les indicateurs fondamentaux du développement humain restent positifs (grâce à ce qu'il reste encore des réalisations de l'époque soviétique), certains signaux font craindre que les faibles niveaux actuels des dépenses sociales n'aient pour effet des baisses dans tous les domaines. Des sept pays de la CEI, seul le Tadjikistan investit moins que la Géorgie dans l'éducation et les soins de santé.
10. La population la plus vulnérable inclut les retraités sans soutien familial, et c'est là un autre indice de l'incapacité de l'État à satisfaire les besoins sociaux fondamentaux. La pension de vieillesse standard en Géorgie (14 Lr, soit 6,5 dollars par mois) correspond à



moins d'un pain par jour. Les prestations sont souvent payées avec retard et parfois soumises à l'impôt ou à d'autres déductions servant à financer certains services.

Politiques et programmes de redressement mis en place par le gouvernement

11. La politique économique du gouvernement est dominée par les réformes structurelles engagées en 1995, dans le but de stabiliser la devise nationale et les finances publiques par des politiques monétaires et budgétaires strictes. Une fois maîtrisées l'inflation et les dépenses publiques, la politique gouvernementale a été axée sur l'amélioration des points faibles du système de recouvrement des recettes fiscales.
12. Les politiques et programmes gouvernementaux de redressement restent cependant fragmentés et fortement centralisés. Le principal outil de redressement utilisé par le gouvernement est la préparation d'un programme de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Bien que ce plan soit à l'étude depuis 2000, il n'y a que peu d'indices laissant à penser qu'il a permis d'insuffler davantage de dynamisme aux ministères et aux autres parties prenantes et de les inciter à travailler ensemble et dans un même cadre pour accélérer la croissance et réduire la pauvreté.
13. À court terme, les plans de redressement mis au point au Ministère de l'agriculture et de l'alimentation ont pour objectifs la préservation de la productivité des sols et l'augmentation de la production de produits alimentaires pour les ménages. À moyen terme, il faudrait mener à terme la réforme agraire et le remembrement et procéder à de nouveaux investissements permettant l'utilisation de techniques agricoles durables qui mettent l'accent sur des produits destinés à l'exportation respectueux de l'écologie et de haute qualité. Mais pour l'instant, les services d'expansion agricole et de crédit rural sont quasi-inexistants.

Justification

14. L'IPSR du PAM en cours en Géorgie (6122.01), qui a les mêmes objectifs que ceux de l'IPSR proposée, a été approuvée en mai 2000 pour une période de deux ans, avec un nombre de bénéficiaires prévu de 432 000 personnes pour le redressement et 22 000 pour le secours. Elle prévoyait une stratégie de sortie sous réserve d'un certain nombre de circonstances favorables: l'amélioration de la stabilité dans le pays, tant au niveau politique que pour ce qui concerne les questions liées à la résolution du conflit interne; la reconstruction des infrastructures et la relance des investissements; la croissance avec une plus grande justice dans la répartition des revenus. Or la situation ne s'est malheureusement pas améliorée dans ces domaines. En ce qui concerne les infrastructures et les investissements, elle a au contraire empiré. La pauvreté s'est encore aggravée, en général, du fait des sécheresses catastrophiques de 2000 et 2001, qui ont toutes deux nécessité une aide alimentaire d'urgence. Compte tenu de la crise économique et politique que connaît la Géorgie depuis relativement longtemps, une IPSR de trois ans est justifiée.
15. L'aggravation de la pauvreté et de la situation en matière de sécurité alimentaire des ménages dans les zones rurales justifie le maintien de l'aide du PAM, qui empêche la population de tomber irrévocablement dans une pauvreté plus profonde encore et permet d'améliorer la productivité des terres des petits paysans. Compte tenu de l'absence quasi-totale d'investissements et de crédit dans les zones rurales reculées, les activités VCT contribuent à la création et à la remise en état d'actifs agricoles, ce qui permet aux ménages de franchir une étape supplémentaire vers la sécurité alimentaire, tout en contribuant à atténuer l'impact des catastrophes. Les activités VCT peuvent également jouer un rôle important dans la mobilisation des communautés et la promotion de la cohésion sociale, notamment dans une société caractérisée par une profonde méfiance



envers les autorités et par une expérience très limitée de la résolution collective des problèmes communs.

16. L'aide alimentaire du PAM ciblée sur le secteur social reste cruciale. Il faudrait cependant qu'elle soit acheminée par les partenaires chargés de l'application du programme: soit les ONG (notamment les ONG locales, ce qui permettrait de renforcer leurs capacités), soit les pouvoirs publics locaux (pour soutenir ou renforcer la gestion locale des affaires publiques et la décentralisation).

STRATEGIE DE REDRESSEMENT

Stratégie globale

17. Dans le cadre de la stratégie globale adoptée par le gouvernement pour parvenir à stabiliser le pays et à restructurer son économie, l'IPSR contribuera, sur deux fronts, à la mise en place des conditions préalables fondamentales à un redressement durable en Géorgie: i) un programme de secours aux groupes vulnérables; ii) un programme de redressement par une amélioration des infrastructures indispensables pour les petits paysans.

Les besoins des bénéficiaires

⇒ *Intervention prolongée de secours*

18. L'IPSR continuera à apporter un appui aux soupes populaires, car elles sont gérées par les pouvoirs publics municipaux et de district, dont les ressources sont exsangues. Quelque 8 000 bénéficiaires seront ciblés pour toute la durée de cette phase, pour la plupart dans des centres urbains. Selon la politique du PAM, rien ne justifie la poursuite de l'aide à des institutions pour lesquelles celle-ci ne représente qu'un simple apport budgétaire. L'aide aux institutions gérées par le ministère de l'éducation, auquel l'Union européenne est en train d'apporter un important appui budgétaire, sera supprimée. Quelque 1 500 bénéficiaires placés sous la responsabilité du Ministère de la santé, du travail et des affaires sociales continueront d'être aidés par le PAM durant la première année de l'IPSR afin d'éviter tout arrêt brutal de l'aide en l'absence de soutien extérieur.
19. Les donateurs et les organismes des Nations Unies (Banque mondiale, Agence des États-Unis pour le développement international [USAID], Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD], Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés [HCR], Bureau pour la coordination des affaires humanitaires [OCHA]) s'efforcent, de pair avec le gouvernement, d'intégrer dans la société géorgienne les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI). Les PDI n'ont pas été choisies comme bénéficiaires de l'aide du PAM uniquement en raison de leur statut de personnes déplacées. Un certain nombre d'entre elles sont extrêmement vulnérables, notamment les personnes âgées et d'autres personnes très vulnérables vivant dans des centres d'hébergement collectif. Les PDI ciblées pour la composante secours seront les retraités vulnérables, sans soutien familial ou autre source de revenu, ayant vécu dans des centres d'hébergement collectif pendant les huit dernières années. Bien qu'en principe ces personnes aient droit aux services de la soupe populaire, elles n'en bénéficient pas à cause de l'insuffisance des ressources disponibles et parce que les PDI continuent de relever de la responsabilité du Ministère des réfugiés. Cinq mille PDI recevront l'aide du PAM. Pour encourager leur intégration dans la société, cette expansion du projet sera subordonnée à la fourniture, par



les pouvoirs publics locaux, du même appui que celui fourni aux soupes populaires qui desservent des groupes de population autres que des PDI.

20. Dans les villages où le PAM soutient les activités VCT, les familles dont aucun membre n'est en mesure de travailler sont exclues de l'aide alimentaire fournie dans le cadre de l'IPSR en cours. Dans ces villages, les membres de ces familles sont parfois les seuls habitants à ne pas recevoir l'aide alimentaire, car chaque autre famille vulnérable compte au moins un membre participant au régime VCT. Pour contribuer au maintien d'un niveau de vie minimum pour ces groupes de population —et promouvoir la cohésion sociale et la responsabilisation de la population dans les villages concernés par les activités VCT— l'IPSR proposée fournira une ration individuelle mensuelle à ces ménages pendant toute la durée des activités VCT dans leur village. Dans les régions ciblées, les catégories les plus vulnérables de la société représentent 5 à 6 pour cent de la population rurale totale. Si l'on se base sur l'expérience du bureau de pays, les activités VCT couvriront approximativement 67 pour cent des communautés des régions concernées. C'est ainsi que 29 000 bénéficiaires, soit 18 pour cent du total des bénéficiaires VCT, recevront des rations gratuites dans les zones VCT.
21. Enfin, le PAM, en collaboration avec le HCR, continuera à évaluer les besoins et à fournir une aide alimentaire à 6 000 réfugiés tchéchènes (selon les estimations), conformément aux termes du mémorandum d'accord PAM-HCR.

⇒ **Redressement**

22. La composante redressement de l'IPSR proposée couvrira cinq régions. Durant chacune des années du projet, 20 000 personnes travailleront six mois et 20 000 autres les six mois restants, soit au total 40 000 travailleurs et 160 000 bénéficiaires¹. Ces chiffres correspondent à la capacité de gestion du bureau de pays. En application des Engagements du PAM en faveur des femmes, au moins 50 pour cent des bénéficiaires des rations seront des femmes. De même, les femmes recevront au moins 50 pour cent de tous les actifs créés ou remis en état dans le cadre des activités VCT. Une mission d'examen conduite par le PAM a conclu que les activités de remise en état des infrastructures agricoles et sociales entreprises par les communautés dans le cadre de l'IPSR en cours étaient conformes aux priorités définies par les ménages participant aux programmes VCT.

Le rôle de l'aide alimentaire

23. Les prix du marché pour les produits alimentaires de base tels que la farine de blé, l'huile végétale et le sucre sont égaux ou supérieurs aux prix du marché mondial. Compte tenu de sa valeur alpha² élevée —et du fait qu'elle n'a pas d'effets négatifs sur les marchés— l'aide alimentaire est un moyen d'un bon rapport coût-efficacité pour satisfaire les besoins du secteur le plus pauvre de la population.

⇒ **Intervention prolongée de secours**

24. En Géorgie, les personnes âgées et les handicapés sans soutien familial, de même que certains ménages dirigés par une femme et ceux dans lesquels le chef de famille est handicapé sont plus particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire, car la pension de l'État ne leur permet absolument pas de satisfaire leurs besoins alimentaires les plus

¹ Chaque travailleur recevra une ration familiale pour une famille moyenne de quatre personnes.

² La valeur alpha compare le coût total, pour le PAM, de la livraison de produits alimentaires aux bénéficiaires avec la valeur, sur le marché, du même type de produits.



fondamentaux. L'aide alimentaire du PAM à ces groupes —par l'intermédiaire des soupes populaires et dans les zones VCT— leur permettra de combler l'écart entre l'aide sociale de subsistance et leurs besoins de base.

25. Conformément au mémorandum d'accord PAM-HCR, l'aide alimentaire aux réfugiés tchétchènes couvrira les besoins nutritionnels de base des personnes qui n'ont aucun autre moyen de parvenir à l'autonomie alimentaire.

⇒ *Redressement*

26. Jusqu'à présent, les Géorgiens ont pu maintenir un taux moyen de consommation alimentaire de 2 440 kilocalories par jour. Ils ont évité le risque de malnutrition en consacrant une proportion croissante de leurs revenus à la satisfaction de leurs besoins alimentaires fondamentaux. Confrontée à la détérioration des infrastructures rurales, à la détérioration des rendements des cultures et à une vulnérabilité accrue à la sécheresse, la population rurale la plus vulnérable rencontre des difficultés considérables. Les petits exploitants agricoles ne sont pas en mesure d'investir dans des facteurs de production de base pour maintenir ne serait-ce que des rendements minimaux pour leur consommation familiale. L'aide alimentaire internationale apportée dans le cadre de la composante redressement va donc jouer un double rôle. Premièrement, les infrastructures agricoles et sociales seront remises en état grâce aux activités VCT, d'où un niveau d'autonomie plus élevé. Deuxièmement, tout en satisfaisant les besoins alimentaires fondamentaux des familles pendant la durée des activités VCT, l'aide leur permettra de couvrir d'autres dépenses essentielles.

Les approches retenues pour l'intervention

⇒ *Soutien budgétaire temporaire*

27. L'IPSR permettra de soigner et alimenter les retraités âgés les plus vulnérables, ainsi que d'autres catégories de population elles aussi extrêmement vulnérables —y compris les PDI— par l'intermédiaire d'un soutien aux soupes populaires en milieu urbain. L'approche du PAM —qui est conforme aux objectifs du gouvernement et des donateurs— consistera à favoriser la décentralisation, en abandonnant progressivement le soutien budgétaire au gouvernement central au profit d'une aide exclusivement fournie par l'intermédiaire des pouvoirs publics locaux.

⇒ *Création d'actifs et promotion de l'autonomie*

28. Dans ses activités VCT, le PAM mettra l'accent sur la participation des communautés concernées, et cette approche inclura certains aspects de la problématique hommes-femmes. Le but des activités VCT est de créer des actifs agricoles productifs permettant d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages. Il faudra que les villages s'engagent pour une période de deux à trois ans, afin de s'assurer que les actifs créés et entretenus soient durables.

⇒ *Renforcement et cohésion des communautés*

29. La Géorgie souffre d'une mauvaise gestion des affaires publiques à tous les niveaux. Au niveau des villages, la méfiance envers les pouvoirs publics de l'époque soviétique s'est reportée sur le gouvernement actuel, qui s'est montré incapable de répondre aux attentes de la population et de tenir ses nombreuses promesses. La mobilisation communautaire dans le cadre des activités VCT —et sa modeste contribution à la cohésion et à la motivation de



ces mêmes communautés, de même, au bout du compte, qu'à la gestion des affaires publiques locales— restera un élément important de l'action globale du PAM. De même l'approche IPSR permettra-t-elle d'encourager et favoriser la consolidation de la paix, dans la mesure où le PAM va s'efforcer de travailler dans les zones où vivent des population ethniquement minoritaires ou dans des villages proches de zones frontalières sensibles.

Évaluation des risques

30. Les risques encourus pendant la période d'application de l'IPSR proposée sont multiples. Dans le domaine économique, le gouvernement doit continuer à opérer des coupes sombres dans les dépenses publiques tout en améliorant le recouvrement des impôts afin de maintenir l'inflation à un faible niveau et de remplir les critères d'octroi de l'aide du Fonds monétaire international, essentielle au pays. De plus, l'économie géorgienne reste étroitement liée aux performances de l'économie russe, laquelle est encore fragile et très dépendante des prix du pétrole (actuellement élevés). Enfin, les sécheresses, telles que celles subies en 2000 et 2001, pourraient une fois de plus paralyser la production agricole —d'autant plus qu'il reste encore à remettre en état les réseaux d'irrigation et d'autres infrastructures, qui sont en train de se détériorer rapidement. Si la situation, en matière de sécurité alimentaire, devait se détériorer encore à cause de la sécheresse ou d'un conflit, il faudrait utiliser pour des activités de secours les ressources prévues pour les activités de redressement.
31. Dans le domaine politique, la Géorgie, sur les plans à la fois extérieur et intérieur, court des risques d'instabilité et de conflits. Les mauvais résultats économiques et le mécontentement croissant de la population face à la corruption et à la mauvaise gestion ont eu pour conséquence l'organisation à Tbilisi, ces deux dernières années, de plusieurs manifestations anti-gouvernementales. Qui plus est, le statut des régions sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud n'est toujours pas défini, et le risque d'une reprise du conflit et de nouveaux déplacements de population est une préoccupation permanente.
32. En dernière analyse, la probabilité que l'intervention du PAM contribue à un redressement durable dépendra des progrès accomplis par le gouvernement dans la mise en œuvre des réformes structurelles économiques et politiques indispensables. Faute de réels progrès dans ce domaine, les besoins de secours augmenteront et la progression vers le redressement sera compromise.

Buts et objectifs

⇒ *But général*

33. L'aide alimentaire du PAM a pour but général de contribuer au processus de redressement et de transition national au moyen d'activités de secours et VCT soigneusement sélectionnées, susceptibles de préserver ou améliorer la capital humain et productif pendant l'adoption de réformes structurelles à long terme.

⇒ *Objectifs immédiats*

34. Les objectifs immédiats de l'IPSR sont les suivants:
- fournir des secours aux personnes âgées et aux autres catégories de population les plus vulnérables (dont la majorité sont des femmes) qui n'ont pas d'autre revenu que les pensions de l'État, nettement insuffisantes;
 - contribuer au maintien d'un niveau nutritionnel acceptable chez les réfugiés tchéchènes qui vivent en situation d'insécurité alimentaire;



- c) remettre en état/créer des actifs (infrastructures) agricoles et sociaux, qui seront utilisés et entretenus au bénéfice des ménages vulnérables des cinq régions les plus pauvres de Géorgie.

PLAN D'EXÉCUTION PAR COMPOSANTE

Composantes clés du programme

⇒ *Composante A—Intervention prolongée de secours*

35. Les retraités âgés (plus de 65 ans) qui vivent seuls et d'autres groupes vulnérables tels que les ménages dirigés par une femme et ceux dont l'apporteur de revenus est handicapé, qui survivent avec guère plus que leur maigre pension d'État, sont le premier groupe ciblé par le PAM dans le cadre de cette composante.
36. Le PAM continuera à fournir une ration de produits alimentaires composite aux soupes populaires pour la préparation d'un repas chaud par jour; la contrepartie locale sera constituée par un apport de produits alimentaires frais complémentaires, la fourniture d'un hébergement et des dons d'articles non alimentaires. Le PAM encouragera les autorités locales à élargir le champ d'intervention des soupes populaires —ou à créer de nouvelles soupes populaires— pour inclure les PDI des centres d'hébergement collectif qui eux aussi sont nécessaires mais sont aujourd'hui exclus de l'aide.
37. Dans les zones rurales, les retraités âgés et les membres des autres catégories les plus vulnérables ont un accès plus limité aux types de services sociaux et de bienfaisance offerts dans les zones urbaines. Ils conservent parfois de petits jardins potagers ou une seule vache "pour survivre". Un grand nombre d'entre eux ont vendu les biens familiaux ces dernières années pour pouvoir acheter des produits de première nécessité et des médicaments. Dans les zones rurales où les communautés sont engagées dans des activités VCT, le PAM fournira une ration quotidienne de produits alimentaires de base, pendant toute la durée de l'intervention VCT, aux ménages nécessaires qui n'ont aucune source potentielle de gain provenant d'une activité professionnelle rémunérée.
38. Les réfugiés tchéchènes constituent le reste des bénéficiaires de la composante intervention prolongée de secours de l'IPSR. Le PAM, en collaboration avec le HCR, assurera leur sécurité alimentaire de base en leur fournissant une ration composite.

⇒ *Composante B—Redressement*

39. Les activités de redressement seront développées en prenant appui sur les activités VCT communautaires dans les cinq régions les plus pauvres où selon les statistiques gouvernementales (Enquête auprès des ménages —Service public des statistiques), la fréquence de la pauvreté a été la plus importante en 1997–2001. La priorité sera accordée aux activités VCT ayant un impact positif sur la sécurité alimentaire des ménages, principalement en améliorant les rendements agricoles des parcelles privées ou en fermage.
40. L'expérience du bureau de pays —de même que les conclusions de la mission d'examen du PAM sur l'opération en cours— qui est basée, en gros, sur une période de quatre à six mois, est insuffisante. En l'absence quasi-totale d'autre apports extérieurs et d'assistance technique aux exploitations agricoles (soit parce qu'il n'en existe pas soit parce qu'ils sont trop onéreux) dans les zones où travaille le PAM, et compte tenu, de surcroît, de la détérioration considérable des actifs des ménages, les bénéficiaires du PAM et les



communautés sont souvent incapables d'investir, ne serait-ce que très modestement, dans leurs terres pendant un certain nombre d'années et n'obtiennent donc qu'un tout petit rendement, un rendement à moyen terme ou pas de rendement du tout de leur investissement initial VCT. L'IPSR proposée est un engagement plus long, par étapes et basé sur des mesures d'incitation, en faveur des communautés rurales qui participent à des activités VCT avec le soutien du PAM. Une même communauté aura droit à plusieurs phases de l'aide VCT du PAM (jusqu'à six mois par an) sur une période de deux à trois ans. La communauté aura droit à une phase ultérieure de l'aide du PAM (par exemple un an après le début des activités initiales) lorsqu'un certain nombre d'indicateurs prédéfinis montreront que les membres de la communauté ayant participé aux activités VCT ont continué d'entretenir, exploiter et développer les actifs créés ou remis en état lors des activités initiales.

Bénéficiaires, besoins et assortiment alimentaire

⇒ Bénéficiaires

41. Des détails et statistiques sont présentés à titre indicatif aux tableaux 1 et 2 ci-dessous.

TABLEAU 1: VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES ET DES RATIONS

Type de bénéficiaire	Nombre de jours par an	Nombre total de jours	Produits alimentaires (g/personne/jour)					Contenu énergétique (kilocalories)
			Farine de blé	Huile végétale	Haricots	Sucre	Sel iodé	
Intervention de secours								
Réfugiés tchéchènes	360	1 080	450	25	60	20	5	2 077,25
Soupes populaires pour les groupes vulnérables	300	900	350	25	30	-	5	1 546,75
Soupes populaires pour les PDI vulnérables	300	900	350	25	30	-	5	1 546,75
Personnes vulnérables vivant en institution sous la responsabilité du Ministère de la santé, du travail et des affaires sociales	120	360	350	25	30	-	5	1 546,75
Membres des ménages vulnérables n'ayant aucune source potentielle de travail rémunéré dans les villages où sont organisées des activités VCT	120	360	550	30	-	30	5	2 310,50
Composante redressement								
VCT (ration individuelle)	120	360	550	30	-	30	5	2 310,50



TABLEAU 2: VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES PAR SEXE

Nombre de bénéficiaires par sexe	Réfugiés	Secours			Membres des ménages vulnérables dans les villages où sont organisées des activités VCT	Redressement VCT	Total général
		Soupes populaires pour les groupes vulnérables	Soupes populaires pour les PDI	Personnes vulnérables en institution sous la responsabilité du Ministère de la santé, du travail et des affaires sociales			
Femmes	3 200	4 800	2 800	800	17 400	83 200	112 200
Hommes	2 800	3 200	2 200	700	11 600	76 800	97 300
Total partiel	6 000	8 000	5 000	1 500	29 000	160 000	209 500

⇒ *Intervention prolongée de secours*

42. Les réfugiés ciblés recevront une ration quotidienne d'aliments lyophilisés couvrant leurs besoins fondamentaux, puisqu'ils reçoivent des produits alimentaires complémentaires du HCR et d'autres organisations. En ce qui concerne les soupes populaires, le PAM apportera son soutien à la fourniture d'un repas chaud par jour. La ration du PAM pour les soupes populaires sera complétée par des produits alimentaires périssables tels que des légumes, des fruits et de la viande fournis par les pouvoirs publics locaux et des organismes de bienfaisance privés. Les bénéficiaires placés sous la responsabilité du Ministère de la santé, du travail et des affaires sociales recevront des produits alimentaires de base pour l'année entière, incluant la ration complète de farine, de haricots et d'huile. Dans le même temps, le gouvernement fournira d'autres produits alimentaires essentiels. Pendant cette intervention, le PAM l'encouragera à assumer l'entière responsabilité de la fourniture de vivres à ces institutions, en préparation de la phase suivante. Durant les activités VCT, les bénéficiaires de l'intervention de secours dans les villages participant à ces activités recevront une ration individuelle mensuelle équivalente à celle fournie aux travailleurs et à leurs familles. Cette ration sera composée de farine de blé, d'huile végétale, de sucre et de sel iodé.

⇒ *Redressement*

43. Les rations VCT mensuelles sont calculées en tenant compte de l'activité physique intense des bénéficiaires et de la difficulté des conditions climatiques en hiver. La mission d'examen a recommandé que la ration soit augmentée afin de compenser l'absence de haricots, qui ne seront pas fournis puisqu'ils sont disponibles localement. En revanche, la farine de blé, qui est le produit alimentaire de base, est très appréciée. La ration de farine de blé a été portée de 500 à 550 grammes et celle d'huile végétale de 25 à 30 grammes. La durée moyenne d'une intervention VCT sera de six mois, ce qui semble suffisant, d'après l'expérience du bureau de pays ces dernières années, pour créer/remettre en état des actifs durables.

44. **Sel iodé.** Étant donné les taux élevés, chez les enfants, de troubles dus à une insuffisance d'iode et la prévalence croissante de goîtres, et compte tenu du fait que le prix, au niveau local, du sel iodé est de plusieurs fois supérieur à celui du sel non iodé, toutes les rations comprendront ce produit. Cette initiative est conforme à la campagne en cours de l'UNICEF visant à éliminer toutes les utilisations de sel non iodé en Géorgie.



Sélection des activités

⇒ Secours

Soupes populaires

45. Le PAM apportera son soutien aux soupes populaires dans les zones urbaines des 12 régions administratives de la Géorgie, y compris à Tbilisi. Le ciblage des soupes populaires relève de la responsabilité des pouvoirs publics locaux (et dans certains cas des ONG locales) qui les gèrent et qui fournissent des articles non alimentaires et d'autres ressources complémentaires. Pour s'assurer que les PDI qui ont droit à la soupe populaire en bénéficient effectivement, le PAM plaidera auprès des pouvoirs publics locaux pour l'expansion des installations existantes.

Aide alimentaire aux ménages ruraux sans source de travail rémunéré

46. Dans les villages sélectionnés pour les activités VCT, la communauté identifiera les ménages ayant droit aux secours du PAM pendant la durée de ces activités.

⇒ Alimentation des réfugiés

47. Les réfugiés de Tchétchénie recevront une ration à emporter couvrant leurs besoins de base en apport énergétique, en protéines et en graisses.

Redressement

⇒ Ciblage

48. L'expérience acquise dans le cadre de l'IPSR en cours a confirmé que le ciblage régional des activités de redressement est justifié. En ciblant les régions les plus pauvres et en évitant de disperser ses ressources limitées ou sa capacité de gestion, le PAM a davantage de chances d'obtenir un impact durable.
49. Dans chaque région, le ciblage, au niveau du district, se fera de manière souple, en tenant compte de facteurs tels que la description du district par l'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV), la capacité locale d'absorption et d'exécution, et la présence de partenaires avec des apports complémentaires. De plus, afin de tirer profit du modeste potentiel de consolidation de la paix des interventions locales du PAM, il sera tenu compte, pour la sélection des communautés bénéficiaires, de facteurs tels que la présence de communautés minoritaires ou du fait que certains villages sont proches de zones frontalières sensibles. Le choix des activités VCT prioritaires par les communautés elles-mêmes —quelle que soit la taille de la parcelle moyenne— restera la norme pour les activités de redressement.
50. Le ciblage individuel des bénéficiaires des activités VCT continuera d'être basé sur une échelle de pauvreté définie par le PAM au moyen d'une étude de l'économie alimentaire des ménages. Les types de pauvreté n'étant pas les mêmes d'une région à l'autre, le PAM tentera, en procédant à une ACV, de mettre au point des critères de ciblage spécifiquement adaptés à l'économie alimentaire des ménages concernés/à la région.

Activités de redressement

51. En fonction de l'expérience des activités VCT dans l'IPSR en cours et pendant l'opération d'urgence, le PAM a identifié un certain nombre d'activités —axées sur



l'amélioration des parcelles privées³ — comme susceptibles d'avoir un impact positif sur l'insécurité alimentaire.

52. Le PAM et ses partenaires encourageront et favoriseront une plus grande autonomie en apportant leur soutien aux activités suivantes:
- a) Activités agricoles VCT:
 - mise en valeur des terres (arrachage des plantations de thé, vignes, vergers, etc. improductifs afin de les remplacer par des cultures vivrières ou fourragères);
 - amélioration de la qualité et de la gestion des pâturages communautaires;
 - conservation des sols (construction de murs de retenue le long des cours d'eau, de terrasses anti-érosion, de coupe-vent, etc.);
 - drainage des terres arables gorgées d'eau (à condition que des dispositions soient prises pour leur entretien ultérieur);
 - remise en état des canaux d'irrigation (en mettant l'accent sur leur entretien par la communauté et sur la gestion, par cette dernière, de la distribution des ressources en eau). Idéalement, les deux dernières interventions du PAM devraient avoir lieu en collaboration avec les associations de villageois utilisateurs des ressources en eau, assistées par la Banque mondiale, mais pour l'instant celles-ci restent encore à créer et développer.
 - b) Projets d'infrastructures sociales:
 - Le PAM soutiendra également des projets d'infrastructures sociales tels que la remise en état des systèmes d'approvisionnement en eau potable, des pistes agricoles et de petits ponts. Une mission d'examen du PAM, effectuée en avril 2002, a recommandé que ces types de projets incluent une composante de supervision technique plus importante et davantage d'articles non alimentaires. Le PAM devra veiller pour cela à trouver des partenaires pourvus de connaissances et ressources techniques suffisantes.

Mécanisme d'approbation des activités

53. Les projets continueront à être sélectionnés sur la base des propositions soumises par les autorités locales, les ONG et les associations communautaires. Dans la pratique, les autorités locales consultent les membres de la communauté, y compris les femmes, et formulent avec eux un certain nombre de propositions, constituant ainsi, *de facto*, une association communautaire chargée de la gestion du projet. Une récente mission d'examen de l'IPSR a conclu que les propositions ainsi faites reflètent bien les besoins prioritaires de la communauté, notamment ceux exprimés par les femmes et les groupes les plus pauvres. La mission a en outre constaté qu'en général, le processus de prise de décisions et la distribution des produits sont suffisamment transparents. En revanche, la gestion des activités du PAM a été déterminée par les structures de pouvoir locales, auxquelles les femmes ne participent que de façon limitée et nettement moins qu'avant l'indépendance. C'est là un autre argument en faveur de la recherche de partenaires chargés de l'exécution susceptibles de mettre l'accent sur les organisations communautaires qui tiennent compte

³ Dans certains cas, des activités VCT pourront être organisées sur des parcelles appartenant aux collectivités locales. Les critères retenus seront alors le droit, pour l'utilisateur, de cultiver la parcelle pendant au moins dix ans et une forte probabilité qu'il puisse ensuite se porter acquéreur de cette parcelle à un prix raisonnable. Le gouvernement est en train d'étudier la deuxième phase de privatisation des terres, grâce à laquelle les modalités futures de la propriété des terres seront définies de façon plus précise.



de la nécessité de promouvoir l'égalité hommes-femmes —encore qu'il faille bien reconnaître que dans ce domaine les progrès seront lents. Une sensibilisation à la problématique hommes-femmes sera incorporée dans toutes les actions de formation, quel que soit le niveau auquel elles seront entreprises.

54. Les propositions de projet seront évaluées en fonction de différents critères: la priorité accordée au projet par la communauté elle-même; le résultat attendu; la durabilité des actifs créés; les capacités techniques disponibles pour la réalisation du projet; le niveau attendu d'augmentation de la production grâce aux travaux de remise en état.
55. Après que la faisabilité du projet aura été dûment évaluée par les partenaires chargés de l'exécution et par le personnel du PAM, ainsi que par les associations communautaires et les experts techniques, une commission d'approbation interne au PAM prendra la décision d'approbation définitive du projet. Comme cela se fait pour l'IPSR en cours, un rapport de projet sera préparé pour chaque projet approuvé, puis signé par les principales parties (c'est-à-dire les contreparties au projet, le(s) partenaire(s) chargé(s) de l'exécution et le Directeur de pays du PAM).

Dispositions institutionnelles et choix des partenaires

56. Le Coordonnateur résident des Nations Unies supervise l'action collective de l'équipe de pays des Nations Unies. Le PAM joue un rôle moteur pour tout ce qui concerne la sécurité alimentaire; il a notamment été chargé d'évaluer les apports nécessaires à la sécurité alimentaire pour le dernier bilan commun de pays des Nations Unies (août 2001). Le PAM préside en outre le comité de coordination de l'aide alimentaire, qui discute des questions d'intérêt commun telles que la planification d'urgence et les problèmes émergents en matière de sécurité alimentaire. Ces activités seront encore renforcées pendant la phase actuelle de l'IPSR.
57. À ce jour, l'exécution de l'IPSR est pour l'essentiel directement confiée au personnel du PAM. Pour améliorer la mobilisation communautaire, l'apport de connaissances techniques spécialisées et la surveillance du projet —et pour faciliter le renforcement des capacités locales— l'IPSR se réorientera progressivement vers une plus grande implication des partenaires au niveau local et, le moment venu, vers une approche consistant à faire intervenir directement le gouvernement, les pouvoirs publics locaux et/ou les ONG. La date cible pour une participation complète des ONG à l'exécution du projet est mars 2004. S'agissant des ONG internationales, les ressources complémentaires qu'elles apporteront seront l'un des facteurs déterminants pour leur sélection, par le PAM, en tant que partenaires chargés de l'exécution. En ce qui concerne les ONG locales, il sera davantage tenu compte de leur potentiel de renforcement des qualifications et capacités locales.
58. Les mécanismes de partenariat avec les ONG seront mis au point conformément à la politique du PAM en la matière et à la pratique standard définie dans les lettres d'entente qui auront été négociées. Ils comprendront une description détaillée des responsabilités du PAM et de ses partenaires, et incluront des formulaires de rapport standards, tenant compte du mode de surveillance adopté par le PAM, qui est basé sur les résultats. Le budget sera amendé pour refléter les conséquences de la constitution de ces partenariats, et les dépenses globales ne devraient pas augmenter. Les Engagements du PAM en faveur des femmes seront reflétés dans toutes les lettres d'entente.

Renforcement des capacités

59. Les plans établis dans le cadre de l'IPSR en cours afin de promouvoir l'adoption d'une approche opérationnelle du développement axée sur les communautés restent hautement prioritaires pour le renforcement des capacités. La contribution à l'émergence de structures



locales permettant une saine gestion des affaires publiques —grâce à laquelle les communautés et leurs dirigeants pourront trouver leurs propres solutions et seront responsables de leur mise en œuvre— constitue sans doute l'apport le plus important du PAM au processus de redressement et de transition à long terme en Géorgie. Le PAM se servira de son aide pour faire pression en faveur de l'intégration des femmes dans le système local de gestion des affaires publiques. Le recours accru aux ONG internationales et (surtout) locales pour l'exécution du projet —à des ONG qui ont l'expérience de la mobilisation communautaire et qui sont engagées dans cette voie— devrait faciliter ce processus de renforcement des capacités.

60. L'introduction, dans les zones rurales, de nouvelles techniques d'exploitation agricole — en utilisant des parcelles-pilotes— sera un autre élément de l'IPSR important pour le renforcement des capacités, fourni par les partenaires chargés de l'exécution. Le fait que l'opération mettra de plus en plus l'accent sur l'apport d'une aide technique agricole sur les lieux mêmes de l'exécution du projet contribuera au renforcement des capacités des paysans et des communautés en les plaçant en relation avec l'aide fournie par d'autres organismes.

Dispositions logistiques

61. Les dispositions logistiques prises pour l'IPSR en cours ont donné toute satisfaction et seront maintenues. Tous les produits alimentaires destinés à la Géorgie arrivent dans les ports de Poti et Batumi. Les cargaisons inférieures ou égales à 3 500 tonnes une fois déchargées du navire seront directement acheminées et livrées par voie ferrée aux points de livraison avancés de Tbilisi (Géorgie orientale) et Kutaisi (Géorgie occidentale) par un transitaire désigné par le PAM. Le Bureau régional pour l'Europe orientale émettra un appel d'offres pour trouver un transitaire chargé du déchargement et du transport de toutes les cargaisons en franchise de plus de 3 500 tonnes. Après réception et entreposage des produits aux deux points de livraison avancés, le PAM et les partenaires chargés de l'exécution organiseront le transport des produits aux points de livraison finale et les remettront aux partenaires locaux afin qu'ils les distribuent.

Suivi et évaluation

62. Pendant cette IPSR, les activités seront surtout axées sur le renforcement des systèmes de suivi et d'établissement de rapports à tous les niveaux. Les accords conclus avec les partenaires chargés de l'exécution porteront entre autres sur les critères spécifiques à respecter pour l'établissement des rapports. Le bureau du PAM à Tbilisi regroupera régulièrement les rapports reçus des partenaires. Les conclusions de cette compilation serviront à examiner les résultats obtenus et à déterminer quelles sont les zones dans lesquelles il conviendrait de prendre des mesures correctives. Outre ces rapports consolidés, des rapports standardisés (rapports trimestriels de projet, rapports du bureau de pays) seront établis selon les besoins pour soumission au siège du PAM. Ce dernier continuera à utiliser le système informatisé de données sur la distribution de l'aide alimentaire, les types d'activités VCT et le nombre de bénéficiaires/participants ventilé par sexes. Une mission de consultation pour le suivi et l'évaluation de l'IPSR, achevée en avril 2002, a facilité la mise au point d'instruments de suivi et l'ajustement des indicateurs actuels à la nouvelle politique du PAM qui consiste à mettre l'accent sur la gestion axée sur les résultats. Cela a permis d'obtenir une parfaite complémentarité entre l'Unité ACV du PAM et la structure de suivi du bureau de pays. Des données seront recouvrées sur les prix des produits alimentaires et les indicateurs d'alerte précoce. L'établissement d'un cadre logique pour le projet permettra au bureau de pays et aux partenaires chargés de l'exécution de mieux orienter leurs plans de travail, et notamment d'effectuer un suivi des



résultats escomptés et des résultats obtenus. On trouvera en annexe V une ventilation des indicateurs par objectif.

Mesures de sécurité

63. En Géorgie, les phases du Plan de sécurité des Nations Unies varient de 1 à 4. À moins qu'il ne se produise un événement majeur en Abkhazie, en Ossétie du Sud, dans la vallée de Pankisi ou ailleurs dans le pays, la situation devrait rester stable pendant toute la durée de l'IPSR. Dans la région du Caucase, elle n'en demeure pas moins imprévisible, et le PAM continuera à suivre de près les événements, en faisant tout son possible pour protéger son personnel et ses biens. Il poursuivra son étroite collaboration avec le PNUD et les autres organismes du système des Nations Unies afin de coordonner les mesures de sécurité et résoudre les problèmes qui se font jour dans ce domaine en Géorgie. Des mesures seront prises pour s'assurer que les normes minimales de sécurité sont respectées, notamment la fourniture, à tous les nouveaux membres du personnel, d'une formation de sensibilisation aux problèmes de sécurité.

Stratégie de retrait

64. La durée —trois ans— de l'IPSR proposée correspond à une évaluation réaliste des obstacles auxquels se heurte la Géorgie pour parvenir à la stabilité politique et économique et s'orienter vers une période de développement économique. Outre l'examen des activités de l'IPSR, une évaluation à mi-parcours permettra de constater les progrès accomplis par le gouvernement dans les réformes de base précédemment décrites dans le présent document sous le titre "Contexte et justification" (paragraphe 1 à 16). À ce moment-là, le PAM déterminera s'il doit ou non envisager un retrait de l'intervention prolongée de redressement. Pendant toute la durée de l'IPSR, le bureau de pays étudiera la possibilité d'appliquer une stratégie de retrait de la composante secours en intervenant auprès du gouvernement et des ONG internationales et locales afin qu'ils prennent la responsabilité des institutions. Le renforcement des capacités sera un autre moyen de formuler une stratégie de retrait.

Dispositions en cas d'imprévu

65. Compte tenu de la fragilité de l'environnement de la Géorgie et de la situation politique très volatile dans laquelle se trouve ce pays, le bureau de pays a préparé un plan d'intervention d'urgence qui tient compte de quatre scénarios: une sécheresse, une tension accrue avec la Russie conduisant à une fermeture des frontières, la reprise du conflit armé en Abkhazie et un tremblement de terre. L'IPSR conservera un stock d'urgence de 2 275 tonnes basé sur des rations de secours à emporter suffisantes pour nourrir 50 000 personnes pendant trois mois.

Budget

⇒ *Apports nécessaires*

66. Le budget de l'IPSR est présenté aux annexes I et II. Les coûts opérationnels directs s'élèvent à 19 690 884 dollars, et les autres coûts opérationnels directs à 1 224 793 dollars, avec un coût total pour le PAM de 23 389 372 dollars.



⇒ Besoins en produits alimentaires

67. Selon les estimations, les besoins, d'avril 2003 à mars 2006, seront de 50 493 tonnes de farine de blé, huile végétale, haricots, sucre et sel iodé, et leur ventilation par type d'intervention sera la suivante:

TABLEAU 3: BESOINS ALIMENTAIRES TOTAUX PAR TYPE D'INTERVENTION

	Produits alimentaires (en tonnes)					Total
	Farine de blé	Huile végétale	Haricots	Sucre	Sel iodé	
Composante secours						
Réfugiés tchéchènes	2 916	162	389	130	32	3 629
Soupes populaires pour les groupes vulnérables	2 520	180	216	-	36	2 952
Soupes populaires pour les PDI vulnérables	1 575	113	135	-	23	1 846
Personnes vulnérables vivant en institution sous la responsabilité du Ministère de la santé, du travail et des affaires sociales	189	14	16	-	3	222
Membres des ménages vulnérables n'ayant aucune source potentielle de travail rémunéré dans les villages où sont organisées des activités VCT	5 742	313	-	313	52	6 420
Total pour la composante secours	12 942	782	756	443	146	15 069
Composante redressement						
VCT	31 680	1 728	-	1 728	288	35 424
Total	44 622	2 510	756	2 171	434	50 493

RECOMMANDATION

68. Il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver l'IPSR, dans les limites du budget présenté aux annexes I et II.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ¹			
– Farine de blé	44 622	209*	9 338 180
– Huile	2 510	663*	1 663 750
– Haricots	756	475	359 100
– Sucre	2 171	275	597 025
– Sel iodé	434	100	43 400
Total, produits	50 493	238	12 001 455
Transport extérieur		70	3 540 175
TIEM		58	2 924 472
Total, TTEM		58	2 924 461
Autres coûts opérationnels directs		24	1 224 793
Total, coûts opérationnels directs		390	19 690 884
B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour les détails)		40	2 006 122
Total, coûts d'appui directs		430	21 697 006
C. Coûts d'appui indirects (7,8 pour cent du total des coûts directs)			
Total partiel, coûts d'appui indirects		34	1 692 366
COÛT TOTAL POUR LE PAM			23 389 372

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet, comme dans tous les projets appuyés par le PAM, peuvent varier en fonction des disponibilités.

* Les chiffres sont arrondis.



ANNEXE II**BESOINS D'APPUI DIRECTS (dollars)****Dépenses de personnel**

Personnel international	417 900
Personnel national	96 615
Personnel national des services généraux	716 595
Assistance temporaire	69 840
Heures supplémentaires (en dollars seulement)	14 400
Incitations	28 584
Consultants internationaux	41 200
Consultants nationaux	6 000
Voyages officiels du personnel	71 960
Formation et développement du personnel	46 200
Total partiel	1 509 294

Dépenses de bureau et autres coûts récurrents

Location de locaux	192 177
Services collectifs	30 060
Fournitures de bureau	14 400
Communications et services TI	46 440
Assurance	23 000
Réparations et entretien du matériel	8 950
Entretien des véhicules et coûts d'exploitation	125 000
Autres dépenses de bureau	45 000
Services des organisations des Nations Unies	2 700
Total partiel	487 727

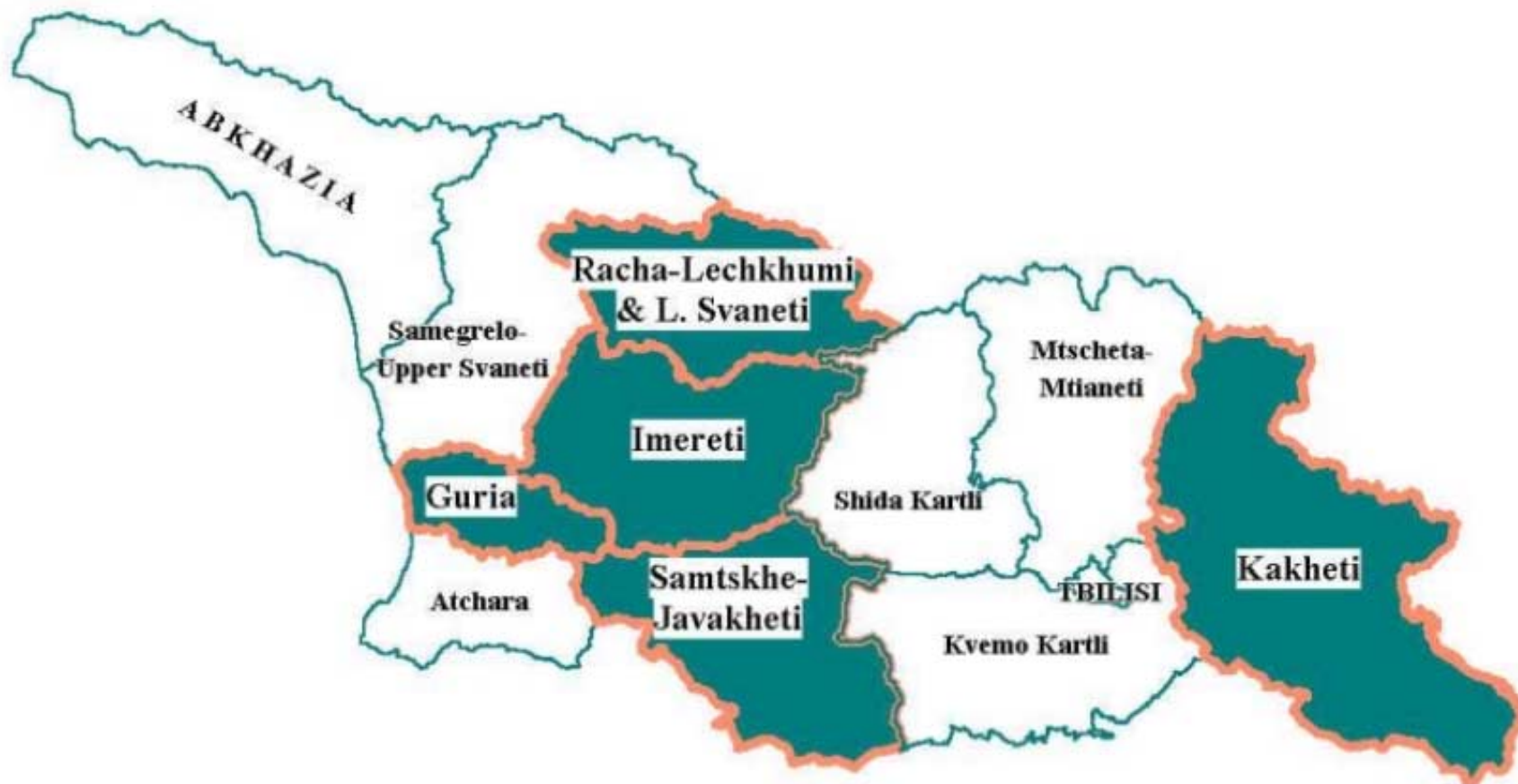
Matériel et dépenses d'équipement

Matériel TC/TI	6 500
Mobilier, outils et matériel	2 600
Total partiel	9 100

TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	2 006 122
-------------------------------------	------------------



CIBLAGE RÉGIONAL



ZONES CIBLÉES

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de

ANNEXE IV

VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES ET DES BESOINS ALIMENTAIRES (en tonnes)

Type de bénéficiaires	Nombre de bénéficiaires	Hommes	Femmes	Farine de blé	Huile végétale	Haricots	Sucre	Sel iodé	Total
Première année									
Réfugiés tchétchènes	6 000	2 800	3 200	729	41	97	32	8	907
Soupes populaires pour les groupes vulnérables	8 000	3 200	4 800	630	45	54	-	9	738
Soupes populaires pour les PDI vulnérables	5 000	2 200	2 800	394	28	34	-	6	461
Personnes vulnérables vivant en institution sous la responsabilité du Ministère de la santé, du travail et des affaires sociales	1 500	700	800	142	10	12	-	2	166
Membres des ménages vulnérables n'ayant aucune source potentielle de travail rémunéré dans les villages où sont organisées des activités VCT	29 000	11 600	17 400	1 436	78	-	78	13	1 605
VCT	160 000	76 800	83 200	7 920	432	-	432	72	8 856
Total	209 500	97 300	112 200	11 250	634	197	543	110	12 734
Deuxième année									
Réfugiés tchétchènes	6 000	2 800	3 200	972	54	130	43	11	1 210
Soupes populaires pour les groupes vulnérables	8 000	3 200	4 800	840	60	72	-	12	984
Soupes populaires pour les PDI vulnérables	5 000	2 200	2 800	525	38	45	-	8	615
Personnes vulnérables vivant en institution sous la responsabilité du Ministère de la santé, du travail et des affaires sociales	1 500	700	800	47	3	4	-	1	55
Membres des ménages vulnérables n'ayant aucune source potentielle de travail rémunéré dans les villages où sont organisées des activités VCT	29 000	11 600	17 400	1 914	104	-	104	17	2 140
VCT	160 000	76 800	83 200	10 560	576	-	576	96	11 808
Total	209 500	97 300	112 200	14 858	836	251	724	144	16 813
Troisième année									
Réfugiés tchétchènes	6 000	2 800	3 200	972	54	130	43	11	1 210
Soupes populaires pour les groupes vulnérables	8 000	3 200	4 800	840	60	72	-	12	984
Soupes populaires pour les PDI vulnérables	5 000	2 200	2 800	525	38	45	-	8	615
Personnes vulnérables vivant en institution sous la responsabilité du Ministère de la santé, du travail et des affaires sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Membres des ménages vulnérables n'ayant aucune source potentielle de travail rémunéré dans les villages où sont organisées des activités VCT	29 000	11 600	17 400	1 914	104	-	104	17	2 140
VCT	160 000	76 800	83 200	10 560	576	-	576	96	11 808
Total	208 000	96 600	111 400	14 811	832	247	724	144	16 757



VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES ET DES BESOINS ALIMENTAIRES (en tonnes)

Type de bénéficiaires	Nombre de bénéficiaires	Hommes	Femmes	Farine de blé	Huile végétale	Haricots	Sucre	Sel iodé	Total
Quatrième année									
Réfugiés tchéchènes	6 000	2 800	3 200	243	14	32	11	3	302
Soupes populaires pour les groupes vulnérables	8 000	3 200	4 800	210	15	18	-	3	246
Soupes populaires pour les PDI vulnérables	5 000	2 200	2 800	131	9	11	-	2	154
Personnes vulnérables vivant en institution sous la responsabilité du Ministère de la santé, du travail et des affaires sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Membres des ménages vulnérables n'ayant aucune source potentielle de travail rémunéré dans les villages où sont organisées des activités VCT	14 500	5 800	8 700	479	26	-	26	4	535
VCT	80 000	38 400	41 600	2 640	144	-	144	24	2 952
Total	113 500	52 400	61 100	3 703	208	62	181	36	4 189
BESOINS ALIMENTAIRES TOTAUX POUR L'IPSR				44 622	2 510	756	2 171	434	50 493



ANNEXE V

INDICATEURS PAR OBJECTIF

Objectifs	Indicateurs
Fournir des secours aux personnes âgées et aux autres catégories de population les plus vulnérables (dont la majorité sont des femmes) qui n'ont pas d'autre revenu que les pensions de l'État, nettement insuffisantes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité, type, composition et valeur calorique de l'assortiment alimentaire distribué ➤ Valeur calorique de l'assortiment alimentaire des ménages et contribution du PAM ➤ Niveau d'acceptabilité de l'assortiment alimentaire ➤ Perception par le bénéficiaire de l'impact de l'aide alimentaire sur sa vie
Contribuer au maintien d'un niveau nutritionnel acceptable chez les réfugiés tchéchènes qui vivent en situation d'insécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité, type, composition et valeur calorique de l'assortiment alimentaire distribué ➤ Valeur calorique de l'assortiment alimentaire des ménages et contribution du PAM ➤ Données qualitatives sur l'état nutritionnel et de santé des groupes cibles ➤ Niveau d'acceptabilité de l'assortiment alimentaire ➤ Perception par le bénéficiaire de l'impact de l'aide alimentaire sur sa vie
Remettre en état/créer des actifs (infrastructures) agricoles et sociaux, qui seront utilisés et entretenus au bénéfice des ménages vulnérables des cinq régions les plus pauvres de Géorgie	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Degré d'utilisation des actifs agricoles créés/remis en état ➤ Degré d'entretien des actifs agricoles créés ➤ Données qualitatives sur les modifications dans la vie des ménages et des communautés résultant de la disponibilité d'actifs productifs, infrastructures sociales, connaissances et compétences nouveaux/renforcés grâce à l'intervention ➤ Pourcentage du revenu des ménages consacré à l'alimentation



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CEI	Communauté des États indépendants
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
Lr	Lari géorgien
OCHA	Bureau pour la coordination des affaires humanitaires
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VCT	Vivres-contre-travail

